

ROYAUME DE BELGIQUE
MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA CULTURE FRANÇAISE

Administration des Arts et Lettres

300/3/25/Chiny/3/BN

05.04.72

BAUDOUIN
ROI DES BELGES

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des Sites ;

Vu l'avis donné par la Députation permanente du conseil provincial du Luxembourg dans sa délibération du 11 février 1971 ;

Vu l'avis donné par la Commission royale des Monuments et Sites le 2 mars 1971 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Culture et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Article 1er. - Est classé comme site, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1931, l'ensemble formé par le vieux moulin à eau de Port de Nicolas et les terrains avoisinants, à Chiny tel qu'il est délimité sur le plan ci-joint, connu au cadastre, commune de Chiny, section D n° 102e (26a 20ca), n° 103e (35a 20ca), n° 102b/2 (60ca), n° 102/3 (1a 50ca), n° 102/5 (9a 20ca), n° 102/4 (3a 60ca) n° 102f/2 (5a 50ca), n° 102a/2 (60ca), n° 103a (24a 30ca) n° 104 (13a 90ca) section A n° 169c (12a), n° 170 (4a 70ca), n° 171a (3a 50ca), propriété de CAMBIER Valentine I

Article 2. - Les restrictions à apporter aux droits du propriétaire et que comme la sauvegarde de l'intérêt national sont les suivantes :

Interdiction sauf autorisation préalable accordée conformément aux dispositions de la loi précitée :

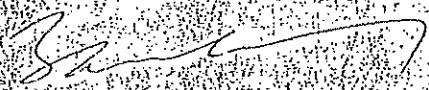
- 1° d'effectuer tout travail de terrassement, construction, fouilles, ouverture de carrière ou travail quelconque d'exploitation, sondage, creusement ou puits, en général tout travail de nature à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation,
- 2° de modifier en aucune façon l'écoulement des eaux dans le site et de déverser dans les cours d'eau ou dans le sous-sol, par puits perdus, aucune substance de nature à altérer la pureté des eaux et par là, influencer la composition de la faune et de la flore ;
- 3° d'abattre, de détruire, de déraciner ou d'endommager les arbres et les plantes ;
- 4° d'établir des tentes et d'ériger toute installation quelconque (fixe, mobile ou démontable, provisoire ou définitive, servant d'abri, de logement ou à des fins commerciales ;
- 5° de se livrer à des exercices d'alpinisme dans les sites rupestres ;
- 6° d'abandonner ou de jeter des papiers, récipients vides, déchets ou débris quelconques ;
- 7° de planter des poteaux ou des pylônes destinés au transport de l'électricité ou à tout autre usage ;

de d'établir n'importe quel type d'affichage publicitaire.

Article 3. - La délimitation par poteaux suspendus du parcours de slalom, permettant l'initiation à la pratique du kayak reste toutefois autorisée.

Article 4. - Notre Ministre de la Culture Française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 avril 1972.



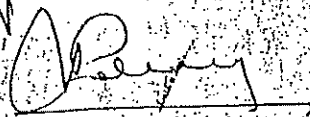
PAR LE ROI :

Le Ministre de la Culture française,



Commission Royale des Monuments
et des Sites

Pour copie conforme
Le Secrétaire,



R. MARTIN

